

Audience publique du 11 février 2010

Recours formé par
la société anonyme ... s.a.,
contre un bulletin de cotisation émis par la Chambre de Commerce du Grand-Duché de
Luxembourg
en matière de cotisations professionnelles

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 24860 du rôle et déposée le 1^{er} octobre 2008 au greffe du tribunal administratif par Maître Jean-Pierre Winandy, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de la société anonyme ... s.a., établie et ayant son siège social à L-..., représentée par son conseil d'administration actuellement en fonction, tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation d'un bulletin de cotisation de la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg du 2 juillet 2008 relatif aux années 2007 et 2008 ;

Vu l'exploit de l'huissier de justice Guy Engel, demeurant à Luxembourg, du 1^{er} octobre 2008, portant signification de ce recours à la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg, établie à L-1615 Luxembourg, 7, rue Alcide de Gasperi ;

Vu la requête en intervention volontaire déposée le 3 octobre 2008 au greffe du tribunal administratif par Maître Jean-Pierre Winandy, préqualifié, au nom des sociétés anonymes ..., ... et ..., toutes les trois établies et ayant leur siège social à L-... ;

Vu la requête en intervention volontaire déposée le 3 octobre 2008 au greffe du tribunal administratif par Maître Jean-Pierre Winandy, préqualifié, au nom de la société en commandite par actions ..., établie et ayant son siège social à L-... ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe du tribunal administratif le 30 décembre 2008 par Maître Patrick Kinsch, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, pour compte de la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg, ledit mémoire en réponse ayant été notifié par acte d'avocat à avocat au mandataire de la partie demanderesse le 29 décembre 2008 ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 6 janvier 2009 par Maître Jean-Pierre Winandy pour compte de la société anonyme ... s.a., ledit mémoire en réplique ayant été notifié le même jour par acte d'avocat à avocat au mandataire de la Chambre de Commerce ;

Vu le mémoire en duplique déposé au greffe du tribunal administratif le 5 février 2009 par Maître Patrick Kinsch pour compte de la Chambre de Commerce, ledit mémoire en duplique ayant été notifié le même jour par acte d'avocat à avocat au mandataire de la partie demanderesse ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le bulletin critiqué ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport et Maître Jean-Pierre Winandy, ainsi que Maître Patrick Kinsch en leurs plaidoiries respectives.

En date du 2 juillet 2008, la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg, ci-après dénommée la « Chambre de Commerce », émit à l'égard de la société anonyme ... s.a., ci-après dénommée la « société ... », un bulletin de cotisation portant rappel de la cotisation échue pour l'année 2007 d'un montant de ... € et fixation de la cotisation pour l'année 2008 d'un montant de ... €.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 1^{er} octobre 2008, la société ... a fait introduire un recours tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation du bulletin de cotisation précité du 2 juillet 2008, en ce qu'il porte sur les cotisations fixées pour les années 2007 et 2008.

A défaut de l'existence d'un recours au fond en matière de décisions prises par une chambre professionnelle et portant sur les cotisations qui lui sont dues de la part de ses membres, c'est à bon droit que la partie défenderesse conclut à l'incompétence du tribunal administratif pour connaître du recours en réformation introduit à titre principal contre le bulletin litigieux du 2 juillet 2008. Partant, seul un recours en annulation a pu être introduit contre ledit bulletin.

Le recours en annulation, introduit dans les formes et délai prévus par la loi, est à déclarer recevable.

Les requêtes en intervention volontaire présentées tant par les sociétés anonymes ..., ... et ..., que par la société en commandite par actions ..., déposées au greffe du tribunal administratif en date du 3 octobre 2008 sont à déclarer recevables pour avoir été introduites dans les formes et délai prévus par la loi, aucune contestation à cet égard n'ayant d'ailleurs été soumise au tribunal.

1. Quant au volet du bulletin critiqué du 2 juillet 2008 en ce qu'il porte sur les cotisations à payer pour l'année 2007

En ce qui concerne le volet du bulletin critiqué portant sur la fixation des cotisations pour l'année 2007 (et non pas sur l'année 2006 comme erronément indiqué dans les développements de la requête introductive d'instance à la page 2), la partie demanderesse, en se référant à un jugement du tribunal administratif du 24 octobre 2007 (n° 22636 du rôle), ainsi qu'à un arrêt de la Cour administrative du 17 avril 2008 (n° 23755C du rôle), conclut à l'annulation de ce volet du bulletin de cotisation litigieux du 2 juillet 2008 au vu des conclusions retenues dans ces deux décisions juridictionnelles.

La Chambre de Commerce soutient que la partie demanderesse ne saurait faire état de cette jurisprudence, dans la mesure où son recours serait dirigé contre un bulletin émis au cours de l'année 2008, partant postérieurement à l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'affiliation à la Chambre de Commerce, au mode et à la procédure d'établissement du rôle des cotisations de la Chambre de Commerce et fixant la procédure de perception des cotisations de la Chambre de Commerce, de sorte qu'il y aurait lieu de faire application dudit règlement grand-ducal.

En substance, la Chambre de Commerce fait plaider qu'alors même que la cotisation dont le paiement est réclamé par elle vise l'année 2007 et que cette cotisation est partant venue à échéance avant la prise d'effet du règlement grand-ducal précité du 21 décembre 2007, il n'en resterait pas moins que dans la mesure où la décision actuellement critiquée du 2 juillet 2008 a été prise postérieurement à la prise d'effet du règlement grand-ducal précité du 21 décembre 2007, la réglementation applicable à la cotisation de l'année 2007 serait celle se dégageant du règlement grand-ducal précité du 21 décembre 2007.

Il échet tout d'abord de constater à la lecture du règlement grand-ducal précité du 21 décembre 2007 qu'il ne contient lui-même aucune indication ni quant à sa date d'entrée en vigueur ni quant aux années de cotisation auxquelles il s'applique.

En l'absence d'indication figurant audit règlement grand-ducal, il échet partant de se référer à un premier stade à l'article 2 du Code civil suivant lequel « *la loi ne dispose que pour l'avenir ; elle n'a point d'effet rétroactif* ».

Ce principe tel que consacré à l'égard des lois doit également s'appliquer aux actes administratifs qui ne sauraient régir des situations constituées antérieurement à leur entrée en vigueur, sous peine d'être entachés de rétroactivité. Ainsi, le principe de la non-rétroactivité des actes administratifs, qu'ils constituent des actes individuels ou des actes à caractère réglementaire, s'impose aux autorités administratives¹.

Il y a encore lieu de veiller à faire une distinction entre la rétroactivité des actes administratifs et leur application immédiate. Ainsi, au cas où une situation présente a été définitivement constituée dans le passé, l'application de mesures nouvelles à la situation passée ne constitue pas une application immédiate, mais comporte rétroactivité².

Il échet encore de rappeler que le juge ne saurait faire une application rétroactive ni d'une loi ni d'un règlement pris en application de la loi en dehors des cas où le législateur en a décidé ainsi. Il s'ensuit que même au cas où un règlement grand-ducal d'application d'une loi contiendrait une disposition ayant un effet rétroactif, une telle disposition réglementaire ne saurait être reconnue comme étant légale qu'à partir du moment où cette rétroactivité a été expressément voulue par le législateur. Cette hypothèse n'est toutefois pas remplie en l'espèce, étant donné que ni le législateur ni même le pouvoir réglementaire n'ont prévu une disposition rétroactive au sujet de la fixation des cotisations de la Chambre de Commerce.

En l'espèce, c'est la cotisation que la partie demanderesse a, le cas échéant, dû payer à la Chambre de Commerce au titre de son éventuelle affiliation à celle-ci pour l'année 2007 qui est

¹ cf. Jurisclasseur, Administratif, V° Acte administratif, n° 26

² cf. Jurisclasseur, Administratif, V° Acte administratif, n° 36

litigieuse. Il s'ensuit que tant le principe que le taux de ladite cotisation ont dû être fixés avant le début de l'année de calendrier 2007 afin que notamment la demanderesse soit en mesure de connaître le montant, au moins quant à son principe, avant le 1^{er} janvier 2007, conformément à l'article 37bis de la loi du 4 avril 1924 disposant que la cotisation est déterminée sur base du bénéfice réalisé pendant « *l'avant-dernier exercice* ». Ainsi, l'exigibilité de la cotisation à payer à la Chambre de Commerce constitue une situation qui s'est constituée antérieurement à l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal précité du 21 décembre 2007. Cette situation ne saurait partant être régie que par la réglementation applicable au moment de l'exigibilité de ladite cotisation, à savoir avant le 1^{er} janvier 2007. Le règlement grand-ducal précité du 21 décembre 2007 ne saurait partant contenir des règles le cas échéant nouvelles par rapport à celles préexistantes, applicables aux cotisations échues pour l'année 2007, étant donné que les règles y contenues ne sauraient trouver application qu'à partir de son entrée en vigueur, à savoir pour l'année 2008.

Il s'ensuit que la Chambre de Commerce, en ce qui concerne le volet de la décision sous examen du 2 juillet 2008 portant sur la fixation des cotisations pour l'année 2007, a nécessairement dû faire application de la législation ainsi que de la réglementation applicables pour l'année 2007 quant à la fixation du principe et du montant des cotisations à lui payer.

Il suit partant de l'ensemble des considérations qui précèdent qu'il y a lieu de rejeter le raisonnement élaboré par la Chambre de Commerce au sujet de l'applicabilité du règlement grand-ducal précité du 21 décembre 2007 aux cotisations échues à la Chambre de Commerce pour l'année 2007.

Il s'ensuit encore qu'il y a lieu de faire abstraction dudit règlement grand-ducal et d'examiner la législation et la réglementation applicables antérieurement audit règlement grand-ducal.

En ce qui concerne ainsi plus précisément la législation ou la réglementation applicables avant la prise d'effet du règlement grand-ducal précité du 21 décembre 2007, c'est à bon droit que la partie demanderesse s'est référé à l'arrêt de la Cour administrative du 17 avril 2008 (n° 23755C du rôle), qui a retenu qu'il ressort clairement du libellé même de l'article 3, alinéa 2 de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective qu'un règlement d'administration publique déterminera le mode et la procédure d'établissement des rôles des cotisations, taxes, droits et primes. Pareillement, la Cour administrative a retenu dans ledit arrêt que l'alinéa 3 du même article 3 dispose que la perception des cotisations, taxes, droits ou primes mis à charge des ressortissants d'une chambre professionnelle sera opérée par la chambre elle-même d'après une procédure à fixer par règlement d'administration publique.

Il y a partant lieu de retenir qu'il se dégage de ces textes que le législateur, comme l'a déjà retenu la Cour administrative dans l'arrêt précité, a subordonné l'application de la législation prévoyant le droit des chambres professionnelles à percevoir des cotisations, taxes, droits et primes, dont l'établissement et la perception doivent se faire selon un certain mode et selon une certaine procédure, à l'entrée en vigueur de textes réglementant ces opérations. Le caractère clair et non équivoque de la volonté du législateur de soumettre le droit à la perception de ces cotisations, taxes, droits ou primes à l'entrée en vigueur de textes en prévoyant le mode d'établissement et la procédure de perception se dégage encore *a contrario*, comme l'a retenu également la Cour administrative, de l'alinéa 4 du même article 3 de la loi précitée du 4 avril 1924 qui prévoit que le règlement d'administration publique prévu à l'article 3 *peut* prévoir que

la perception peut se faire par voie de retenue sur les traitements ou salaires à opérer par l'employeur.

Il se dégage partant des développements qui précèdent ensemble la conclusion ci-avant retenue suivant laquelle le règlement grand-ducal précité du 21 décembre 2007 ne saurait avoir un quelconque effet rétroactif, qu'au moment de la constitution de la situation de fait portant échéance de la cotisation à payer pour l'année 2007 à la Chambre de Commerce par la demanderesse, les règlements grand-ducaux prévus par l'article 3, alinéas 2 et 3 de la loi précitée du 4 avril 1924 n'existaient pas, de sorte qu'un bulletin de cotisation fixant la cotisation pour l'année 2007 n'a pas pu reposer sur une base légale suffisante.

Il échet partant de conclure que le bulletin de cotisation litigieux du 2 juillet 2008, en ce qu'il fixe la cotisation à payer pour l'année 2007, est à annuler.

2. Quant au volet du bulletin critiqué du 2 juillet 2008 en ce qu'il porte sur les cotisations à payer pour l'année 2008

En ce qui concerne le volet de la décision critiquée du 2 juillet 2008 portant sur la fixation de la cotisation à payer à la Chambre de Commerce pour l'année 2008, la partie demanderesse reproche en ordre principal à la Chambre de Commerce de ne pas avoir pris en considération le fait qu'elle constituerait une société « fiscalement intégrée » avec sa société mère, la société en commandite par actions ..., en soulignant qu'elle ne disposerait pas d'un résultat commercial propre, en ce que son bénéfice commercial serait intégré dans la déclaration fiscale de sa société mère.

La Chambre de Commerce soutient que le moyen ainsi développé par la partie demanderesse serait inopérant, en ce que les cotisations à lui verser ne constitueraient pas des impôts, de sorte qu'il n'y aurait pas lieu de prendre en considération les dispositions du droit fiscal, dont plus particulièrement l'article 164bis de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu auquel la partie demanderesse a expressément fait référence. La Chambre de Commerce estime dans ce contexte que l'article 37bis de la loi précitée du 4 avril 1924 ne ferait qu'une référence partielle à la loi de l'impôt sur le revenu, en se limitant à la détermination de l'assiette de la cotisation à percevoir par elle, les autres dispositions de la loi de l'impôt sur le revenu n'étant pas concernées par ladite référence ponctuelle. Il en serait ainsi notamment de l'intégration fiscale. Il importerait en effet au niveau de la fixation des cotisations à lui verser de déterminer le bénéfice réalisé par ses ressortissants. Or, le problème de l'intégration fiscale se situerait postérieurement à la détermination du bénéfice commercial par les différentes sociétés fiscalement intégrées.

La Chambre de Commerce fait encore valoir que la réglementation de droit fiscal applicable en matière d'intégration fiscale ne porterait pas atteinte au fait que dans le chef de chacune des sociétés fiscalement intégrées, il existerait un bénéfice commercial individuel, ce dernier étant en effet le seul à prendre en considération afin de fixer la cotisation à lui verser. Cette conclusion s'imposerait d'autant plus que chacune de ces sociétés, même fiscalement intégrées, constituerait à titre individuel une ressortissante de la Chambre de Commerce, de sorte que la cotisation à lui verser ne pourrait être calculée qu'à partir du bénéfice commercial de chacune d'elles.

Dans son mémoire en réplique, la partie demanderesse critique l'approche adoptée par la Chambre de Commerce en soutenant qu'au cas où le principe de l'intégration fiscale serait retenu pour un ensemble de sociétés, seule la société mère serait imposée du chef du bénéfice commercial résultant de l'intégration fiscale, toutes les autres sociétés du même groupe affichant dans une telle hypothèse un bénéfice commercial zéro, de sorte que ces dernières devraient être soumises à la cotisation minimale forfaitaire.

D'après l'article 37bis, alinéa 1^{er}, de la loi précitée du 4 avril 1924 « *les cotisations annuelles à percevoir par la Chambre de Commerce sont fixées par celle-ci, sans pouvoir dépasser 4 ‰ du bénéfice réalisé par les ressortissants en cause pendant l'avant-dernier exercice. Ce bénéfice s'entend du bénéfice commercial au sens de la loi concernant l'impôt sur le revenu, abstraction faite des pertes reportées selon les articles 109, alinéa 1^{er}, N° 4 et 114 de cette même loi* ».

Il se dégage de ladite disposition légale qu'en ce qui concerne chacun des ressortissants de la Chambre de Commerce, il y a lieu de prendre en considération son bénéfice commercial afin que le montant de sa cotisation à payer à la Chambre de Commerce puisse être calculé. Ladite disposition légale ne prévoit partant pas d'exception à ce principe et ne prévoit notamment pas l'hypothèse dans laquelle, pour les besoins de l'imposition du bénéfice commercial d'un ressortissant de la Chambre de Commerce, celui-ci est intégré dans le résultat d'une autre société, notamment dans le cadre d'une opération d'intégration fiscale. S'il est vrai que l'article 37bis alinéa 1^{er} se réfère au bénéfice commercial « *au sens de la loi concernant l'impôt sur le revenu* », il n'en reste pas moins qu'une telle référence porte simplement sur les dispositions afférentes de ladite loi afin de déterminer ainsi la méthode de calcul du bénéfice commercial, sans que par cette référence le législateur a notamment entendu viser les opérations d'intégration fiscale. Il échet en effet de relever que l'opération consistant dans l'intégration fiscale à laquelle la demanderesse fait référence n'est effectuée qu'une fois que le bénéfice commercial de chacune des sociétés filiales d'une société mère est déterminé. Cette interprétation de la législation est d'ailleurs confirmée par l'article 164bis de la loi de l'impôt sur le revenu lui-même, qui fait expressément état d'une procédure en deux étapes, chacune des sociétés filiales devant dans une première phase déterminer son résultat fiscal avant de pouvoir « *faire masse* » des résultats fiscaux respectifs avec celui « *de la société mère* ». Ainsi, en faisant référence au « *bénéfice commercial au sens de la loi concernant l'impôt sur le revenu* », l'article 37bis précité n'a pu que se référer au bénéfice commercial déterminé suivant la procédure de droit commun, avant qu'une opération d'intégration fiscale ne soit effectuée, étant donné que si le législateur avait voulu faire référence à la procédure exceptionnelle de l'intégration fiscale telle que réglementée par l'article 164bis de la loi de l'impôt sur le revenu, l'article 37bis n'aurait pas manqué de se référer de manière spécifique à ce cas de figure d'exception. Or, tel n'étant pas le cas, il échet de s'en tenir au bénéfice commercial de chacun des ressortissants de la Chambre de Commerce.

Il suit de l'ensemble des développements qui précèdent que le moyen afférent présenté par la partie demanderesse est à écarter pour ne pas être fondé.

Au titre de son deuxième moyen invoqué quant au fond, la partie demanderesse conclut à une violation des dispositions protectrices du secret fiscal, en ce que, pour pouvoir procéder au calcul des cotisations pour l'année 2008, les données concernant le bénéfice commercial de l'année 2006 ont dû être prises en considération, ceci en conformité avec l'article 37bis de la loi précitée du 4 avril 1924. Or, la partie demanderesse fait soutenir que dans la mesure où la loi du 21 décembre 2007 portant notamment modification de la loi précitée du 4 avril 1924 ne prévoirait

pas de dispositions rétroactives, il n'existerait partant aucune base légale autorisant l'administration des Contributions directes à communiquer des informations détenues par elle au sujet de l'année 2006 par rapport auxquelles sont à calculer les cotisations litigieuses de l'année 2008, conformément à l'article 37bis précité.

C'est à bon droit que la Chambre de Commerce s'oppose à l'argumentation ainsi développée par la partie demanderesse, en soutenant que l'article 7 de la loi précitée du 21 décembre 2007 figurant sous le titre IIIBis de ladite loi prévoit une base légale suffisante de nature à permettre la transmission des données détenues par l'administration des Contributions directes à la Chambre de Commerce dans le cadre de la fixation des cotisations à percevoir par elle. Elle soutient en effet à bon droit qu'il aurait simplement été fait application avec effet immédiat de ladite disposition légale contenue à l'article 7, ayant eu pour objet d'ajouter un nouvel alinéa à la fin de l'article 3 de la loi du 4 avril 1924 de la teneur suivante : « *L'Administration des Contributions directes est autorisée à transmettre à la Chambre de Commerce les données nécessaires à l'établissement et la tenue à jour de ses fichiers de ressortissants, ainsi qu'à la fixation et la perception des cotisations de ses ressortissants. Ces données ne peuvent être utilisées qu'à ces fins exclusives* ». Cette interprétation de cette disposition légale est d'ailleurs confirmée par le commentaire des articles tel que ressortant des amendements gouvernementaux émis à la base de la loi précitée du 21 décembre 2007 (doc. parl. 5801¹, page 3) suivant lequel « *la référence à l'année d'imposition n'est pas adéquate à l'endroit de la fixation et de la perception des cotisations de la Chambre de Commerce (...)* ». S'il est vrai que ce commentaire est plus que succinct, il n'en demeure pas moins que le gouvernement avait pour objectif de ne pas limiter le champ d'application de la loi du 21 décembre 2007 à l'année d'imposition 2008 et aux années subséquentes, ce qui veut dire qu'il a entendu rendre cette loi applicable à toutes les années d'imposition sans distinction. Il s'ensuit encore que notamment l'article 7 de la loi précitée du 21 décembre 2007 s'applique à toutes les années d'imposition, quelles soient antérieures ou postérieures à l'année d'imposition 2008, voire concerne celle-ci, ce qui veut dire que par la loi en question l'administration des Contributions directes est autorisée à procéder à un échange d'informations avec la Chambre de Commerce même en ce qui concerne les données antérieures à l'entrée en vigueur de la loi précitée du 21 décembre 2007.

Il suit des développements qui précèdent que dans la mesure où le bulletin de cotisation litigieux a été émis en date du 2 juillet 2008, partant postérieurement à l'entrée en vigueur de la loi précitée du 21 décembre 2007, de sorte à tomber dans le champ d'application de cette dernière, l'administration des Contributions directes a été autorisée à transmettre à la Chambre de Commerce les données fiscales de la demanderesse relatives notamment à l'année 2006 en vue du calcul de la cotisation à payer pour l'année 2008. Le moyen afférent présenté par la partie demanderesse est partant à rejeter comme n'étant pas fondé, sans qu'il y ait lieu de prendre en outre position sur les développements faits par la demanderesse au sujet de l'éventuelle applicabilité des dispositions de la loi générale des impôts, un tel examen se révélant être superfétatoire par rapport aux conclusions tirées ci-avant.

En troisième lieu, la partie demanderesse reproche en substance à la Chambre de Commerce de collecter des cotisations qu'elle qualifie d'« *excessives* » pour financer notamment des projets qui dépasseraient le rôle qui lui serait attribué par le législateur. La partie demanderesse estime ainsi que la Chambre de Commerce collecterait des recettes au-delà des dépenses qui devraient lui incomber en conformité avec l'article 3 de la loi précitée du 4 avril 1924.

C'est à bon droit que la Chambre de Commerce sollicite le rejet de ce moyen comme n'étant pas pertinent, étant donné que le moyen ainsi développé par la partie demanderesse, même si son argumentation devait s'avérer être exacte, n'est pas de nature à entraîner l'annulation d'un bulletin de cotisation de la Chambre de Commerce. En effet, la partie demanderesse n'a pas établi, dans le cadre de ses développements, que le bulletin de cotisation litigieux viole une quelconque disposition légale ou réglementaire, le simple fait de prétendre, sans d'ailleurs l'établir, que l'argent ainsi collecté par la Chambre de Commerce servirait à financer des « *projets somptuaires* » ne saurait à lui seul suffire pour établir l'illégalité d'un bulletin de cotisation.

La partie demanderesse reproche encore à la Chambre de Commerce d'avoir prévu dans « *son règlement de cotisation du 31 janvier 2008* » un barème dégressif en ce qui concerne la fixation des cotisations, en l'absence d'une autorisation législative quant à la possibilité de prévoir des taux de cotisation différenciés pour différentes catégories de ressortissants de la Chambre de Commerce. A l'appui de ce moyen, la partie demanderesse se pose la question de savoir si la fixation de barèmes qu'elle qualifie de dégressifs est conforme « *à nos conceptions prévalant en matière de prélèvements obligatoires* ». Elle estime dans ce contexte que le fait d'admettre que certains ressortissants se voient appliquer un taux de cotisation plus réduit que d'autres permettrait d'aboutir à la conclusion que les dépenses de la Chambre de Commerce ne seraient pas telles que tous les ressortissants doivent payer le même taux de cotisation. On pourrait partant en tirer encore la conclusion qu'un taux de cotisation unique plus bas, uniforme pour tous les ressortissants, suffirait pour financer les dépenses de la Chambre de Commerce. Elle sollicite partant l'application d'un taux moins élevé que celui qui lui aurait été appliqué dans le cadre du bulletin de cotisation litigieux.

La Chambre de Commerce soutient que les arguments développés par la partie demanderesse dans le cadre de ce moyen seraient dépourvus de sérieux, tout en faisant valoir pour le surplus que la réglementation adoptée par elle en matière de fixation des cotisations serait conforme à la Constitution pour ne pas violer le principe d'égalité devant la loi. Elle fait encore exposer que le législateur aurait laissé la compétence à la Chambre de Commerce de fixer elle-même ses cotisations annuelles, en n'excluant pas le procédé de la fixation de taux dégressifs. Dans le cadre des attributions qui lui auraient ainsi été accordées par le législateur, elle aurait, suivant un procédé démocratique, fixé les cotisations annuelles à payer par ses ressortissants.

Le tribunal constate, au vu du libellé de l'argumentation développée par la partie demanderesse, qu'au cas où ces développements devraient être considérés comme constituant un moyen de droit, ce moyen se dirigerait contre le « *règlement de cotisations du 31 janvier 2008* », auquel la partie demanderesse a expressément fait référence mais non pas contre le bulletin de cotisation litigieux. Or, ledit règlement de cotisations ne fait pas l'objet du présent litige, et la demanderesse n'a pas soumis au tribunal une quelconque argumentation de nature à pouvoir retenir une exception d'illégalité, de sorte qu'il y a lieu d'écarter ces développements comme n'étant pas pertinents dans le cadre de la présente instance.

Le même sort doivent d'ailleurs suivre les développements de la partie demanderesse ayant trait au « *minimum cotisable* », à « *la rectification des cotisations* » et au « *report de pertes* », étant donné que ces développements contiennent des critiques d'ordre général du système mis en place par la Chambre de Commerce pour collecter les cotisations qui lui reviennent en application de la loi du 4 avril 1924, sans que ces développements, qui ne peuvent même pas être considérés comme constituant des moyens de droit, soient de nature à établir ou

tendent d'établir l'illégalité du bulletin de cotisation litigieux. Ils sont partant à écarter comme n'étant pas pertinents. Le même sort doit également suivre la proposition faite par la partie demanderesse de poser une question préjudicielle à la Cour Constitutionnelle afin de savoir si l'article 37bis de la loi du 4 avril 1924 est conforme au principe d'égalité devant la loi tel que prévu aux articles 10bis et 101 de la Constitution, cette question s'insérant dans les développements faits par la partie demanderesse quant au problème du report des pertes, lesdits développements ayant été déclarés non pertinents suivant ce qui précède en ce qu'ils n'ont pas trait à l'analyse de la légalité du bulletin de cotisation litigieux.

Il échet encore de faire droit à la demande de la partie défenderesse par laquelle elle sollicite le rejet des moyens nouveaux invoqués par la partie demanderesse dans le cadre de son mémoire en réplique et ayant trait, d'une part, à une prétendue illégalité des décisions de fixation des cotisations, et, d'autre part, au fait qu'aucune décision fixant les cotisations de la Chambre de Commerce à 0,2 % n'aurait été prise par l'assemblée plénière de celle-ci, étant donné qu'une partie demanderesse doit faire valoir ses moyens dans la requête introductive d'instance et ne peut, sous peine de forclusion, faire valoir d'autres moyens ou prendre d'autres conclusions après l'expiration du délai de recours³. Ces moyens nouveaux ayant ainsi été écartés pour avoir été produits tardivement, le même sort doit suivre la demande formulée dans le cadre desdits moyens par la partie demanderesse « *de produire les pièces concernant les décisions prises par la Chambre de Commerce en matière de cotisations* ».

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que le recours en annulation est à rejeter comme n'étant pas fondé dans la mesure où il est dirigé contre le bulletin de cotisation litigieux du 2 juillet 2008 en ce qu'il fixe la cotisation à payer par la partie demanderesse au titre de l'année 2008.

Au vu de l'issue du litige, il y a lieu de faire masse des frais et de les partager entre la partie demanderesse et la Chambre de Commerce.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

se déclare incompétent pour connaître du recours en réformation ;

reçoit le recours en annulation en la forme ;

déclare recevables les requêtes en intervention volontaire formées les sociétés anonymes ..., ... et ... ainsi que par la société en commandite par actions ... ;

déclare le recours en annulation partiellement justifié et annule en conséquence le bulletin de cotisation litigieux du 2 juillet 2008 en ce qu'il porte sur l'année 2007 et rejette ledit recours pour le surplus comme n'étant pas fondé ;

³ Cour adm. 17 juin 1997, n° 9481C du rôle, Pas. adm. 2008, V° Procédure contentieuse, n° 559 et autre référence y citée

fait masse des frais et les impute pour moitié à chacune des parties à l'instance.

Ainsi jugé par:

Carlo Schockweiler, premier vice-président,
Martine Gillardin, premier juge,
Annick Braun, juge,

et lu à l'audience publique du 11 février 2010 par le premier vice-président, en présence du greffier Judith Tagliaferri.

s. Judith Tagliaferri

s. Carlo Schockweiler

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 12.02.2010

Le Greffier du Tribunal administratif